

## Rapport

### **Réunion de haut niveau avec les dirigeants philosophiques et non confessionnels (Bruxelles, 8 février 2024)**

#### **Le mode de vie européen en période d'instabilité**

La dernière réunion de haut niveau avec les leaders philosophiques et non-confessionnels sous la Commission actuelle a été l'occasion de passer en revue les questions discutées lors des réunions de haut niveau précédentes, en particulier les conséquences de la crise de Covid, la discussion sur l'avenir de l'Europe, la guerre en Ukraine et, plus récemment, la guerre à Gaza. La réunion a également abordé l'évolution des politiques de l'UE en matière de changement climatique, de migration et d'asile, d'intelligence artificielle et d'élargissement. Les participants ont rappelé la nécessité pour l'UE de maintenir ses valeurs fondamentales lors de la mise en œuvre de ces politiques.

Le vice-président **Margaritis Schinas** a déclaré que cette réunion, la dernière de l'actuelle Commission, était l'occasion de faire le point sur l'état d'avancement du dialogue au titre de l'article 17. Ce dialogue a abordé des questions telles que les conséquences de la pandémie de Covid, l'avenir de l'Europe, l'impact de la guerre en Ukraine et, plus récemment, la situation au Moyen-Orient. Ces crises - que l'on aurait difficilement pu prédire au début de cette Commission en 2019 - ont eu un impact profond sur le mode de vie européen.

Une première conséquence de ces crises est que l'UE doit passer du statut de "consommateur de sécurité" à celui de "fournisseur de sécurité", en particulier parce que l'Ukraine dépend du soutien continu de l'UE. Le renforcement de la défense de l'UE est essentiel dans un monde multipolaire où de nouveaux acteurs revendiquent leur part et remettent en question l'ordre multilatéral fondé sur des règles en faveur d'un ordre fondé sur la puissance.

Un autre impératif est l'élargissement : l'UE ne peut pas se fermer aux pays qui aspirent à adhérer à l'UE et l'élargissement est donc une priorité. Le nouveau paquet sur l'élargissement reconnaît ce nouvel impératif. Dans le même temps, il est important de ne pas abaisser le seuil d'accès à l'UE, qui doit rester un processus "fondé sur le mérite".

Une Union fondée sur des valeurs est plus que jamais nécessaire dans un monde où la démocratie est attaquée par des régimes autoritaires. C'est pourquoi la Commission a approuvé un paquet "défense de la démocratie" en décembre 2023. La Commission a également montré son engagement en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes, comme en témoigne l'adhésion de l'UE à la convention d'Istanbul sur la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

Le nouveau pacte européen sur l'immigration et l'asile constitue une avancée majeure sur une question qui divise profondément nos sociétés. Après des années d'échec, l'UE s'est enfin dotée d'une politique globale et systématique. Les nouvelles règles amélioreront le traitement des migrants.

L'UE est confrontée à une double transition, d'abord vers une Europe plus verte. L'objectif de devenir le premier continent décarbonisé d'ici 2050 demeure, mais le Green Deal doit être ajusté pour prendre en compte les besoins économiques, tels que ceux exprimés récemment dans le secteur agricole. Deuxièmement, la transition numérique est abordée par l'UE avec les règlements numériques (DSA, DMA) qui donnent à l'UE les pouvoirs de réglementer cette transition. La transition vers l'intelligence artificielle est un domaine dans lequel le rôle des organisations religieuses et non confessionnelles sera

essentiel, car l'intelligence artificielle ne peut pas être uniquement entre les mains des développeurs d'intelligence artificielle.

**Le premier vice-président du Parlement européen, Othmar Karas**, a souligné que 2024 est une année décisive avec des élections majeures qui auront lieu dans le monde entier et dans l'UE. Ces élections arrivent à un moment décisif : démocratie libérale ou autocratie, Europe dans le monde ou désintégration en nationalismes, responsabilité ou populisme, honnêteté ou fake news. C'est pourquoi le Parlement européen organisera le 13 février 2024 un séminaire de dialogue Article 17 consacré à la désinformation et à l'influence étrangère dans le contexte des prochaines élections européennes.

À l'approche des élections européennes, il est temps de prendre clairement position en faveur du mode de vie européen fondé sur la paix dans la liberté, la démocratie libérale, l'État de droit, le respect de la dignité de chaque être humain, la tolérance et la solidarité. Dans ce contexte, il est essentiel que les responsables philosophiques et non-confessionnels expriment leur soutien aux valeurs de l'UE et contribuent à mobiliser les citoyens en vue des élections européennes.

**L'envoyé spécial pour la liberté de religion ou de conviction, Frans van Daele**, a souligné qu'il insistait sur la liberté de conviction dans toutes ses réunions avec les pays tiers. Il est essentiel de travailler et de s'engager avec les acteurs locaux qui promeuvent les droits de l'homme, y compris les acteurs humanistes et non-confessionnels. Il a également évoqué la montée des discours de haine à la suite des récents événements au Moyen-Orient, en se référant à la communication de la Commission européenne intitulée "Pas de place pour la haine", adoptée en décembre 2023. Il a évoqué sa visite à Jérusalem en juin 2023 et le constat qu'il y avait un espace de dialogue entre les différents représentants religieux. Les attentats du 7 octobre du Hamas et la guerre à Gaza ont modifié cette volonté de dialogue mais il reste important de poursuivre le travail visant à ouvrir des voies de dialogue.

**Des responsables philosophiques et non-confessionnels ont pris la parole** pour formuler un certain nombre de remarques et de commentaires en rapport avec le thème de la réunion :

- D'une manière générale, les participants ont estimé que le dialogue répondait à un véritable besoin dans un contexte mondial difficile, marqué par les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient. Face à ces défis et à leur impact sur l'UE, les institutions européennes ont fait preuve de résilience et de solidarité. La réponse au Covid a été considérée comme un bon exemple de la manière dont l'UE a été capable d'assurer la stabilité face à un défi imprévu.
- Certains participants ont regretté l'absence de représentants religieux, estimant que le dialogue devrait inclure à la fois des représentants religieux et non-confessionnels. Aujourd'hui, un tiers de la population européenne ne s'identifie pas à une religion, ce qui montre la nécessité d'un véritable dialogue avec des partenaires religieux et non-confessionnels.
- Les participants ont souligné qu'il est essentiel que l'UE s'en tienne à ses valeurs humanistes fondamentales. L'égalité est la valeur humaniste fondamentale (et son corollaire, le respect de la diversité). Certains participants ont souligné que, le mode de vie européen étant attaqué par des groupes religieux conservateurs qui s'en prennent notamment aux minorités, il est essentiel de rappeler les droits des migrants, des LGBT, ainsi que les droits des femmes. La dimension sociale et le besoin de solidarité ont également été soulignés : l'UE doit protéger les plus vulnérables, y compris dans le cadre de la lutte contre le changement climatique.)

- Certains participants ont souligné la nécessité de défendre la laïcité comme le meilleur moyen de garantir la liberté de conscience et la coexistence de différentes croyances et de lutter contre l'extrémisme et le populisme - à un moment où la montée des discours de haine remet en question le tissu de nos sociétés.
- En ce qui concerne l'élargissement, les participants ont mis en garde contre un élargissement qui ne garantirait pas le respect des valeurs de l'UE. Certains participants ont estimé que les traités de l'UE devraient être révisés avant tout élargissement futur. D'autres participants ont souligné la nécessité de protéger la cohésion culturelle de l'Europe et de ses frontières.
- Certains participants ont convenu que la guerre en Ukraine montre la nécessité d'une capacité de défense autonome de l'UE. À cet égard, le rôle que l'UE pourrait jouer pour sécuriser la mer Rouge (contre les attaques des Houthis) a été mentionné.
- La nécessité de protéger la dignité humaine des migrants a été soulevée par plusieurs participants qui ont souligné la nécessité d'assurer la protection et le traitement humain des réfugiés, en particulier des femmes qui sont plus vulnérables. Un participant a mentionné la nécessité de s'attaquer aux causes profondes des migrations et de promouvoir le développement des régions du monde d'où proviennent les migrants.
- En ce qui concerne l'intelligence artificielle, un participant a proposé de se mettre d'accord sur une "charte des droits numériques" afin de garantir que l'intelligence artificielle soit au service de l'homme et non l'inverse. L'éducation, y compris la formation tout au long de la vie, est essentielle sur le thème de l'intelligence artificielle et du numérique en général afin d'éviter que la fracture numérique ne devienne une nouvelle inégalité.)
- Une proposition a été faite concernant les prochains jeux olympiques pour promouvoir la visibilité de l'UE : établir un décompte commun des médailles remportées par tous les pays de l'UE [le vice-président Schinas a ajouté que d'autres initiatives sont prévues à cet égard : assurer la présence du drapeau de l'UE aux côtés des drapeaux nationaux des États membres de l'UE, la flamme olympique arrivera en France (à Marseille) lors de la journée de l'Europe (9 mai)].